



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



PLACE
PLATEFORME DES ACHATS DE L'ÉTAT

Acheteur public :

Ministère de la Transition Écologique

Direction / service :

Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer de Saint-Pierre et Miquelon (DTAM)

Cahier des clauses administratives et techniques particulières

Numéro de la consultation :

DTAM975_SRCB_NIVELEUSE

Objet de la consultation :

Fourniture et livraison d'une niveleuse au parc et mines de la DTAM à Saint-Pierre

Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert défini aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP

SOMMAIRE

1. IDENTIFICATION.....	4
2. OBJET DU MARCHÉ.....	4
3. ALLOTISSEMENT.....	4
4. FORME DU MARCHÉ.....	4
4.1. Prestations supplémentaires.....	5
5. ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	5
6. DURÉE DU MARCHÉ.....	5
6.1. Cadre général.....	5
6.2. Reconduction du marché.....	5
6.3. Fractionnement des prestations.....	5
7. LIEU D'EXÉCUTION.....	5
8. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
9. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
9.1. Représentation des parties.....	6
9.1.1. Représentation de l'acheteur.....	6
9.1.2. Représentation du titulaire.....	6
9.2. Conditions d'exécution.....	6
9.2.1. Délais d'exécution.....	6
9.2.2. Les exigences relatives aux prestations.....	7
9.3. Obligations du titulaire.....	7
9.3.1. Obligation de conseil.....	7
9.3.2. Obligation d'information.....	7
9.3.3. Mesures de sécurité.....	8
9.3.4. Responsabilité du titulaire.....	8
9.4. Clauses sociales.....	8
9.5. Clauses environnementales.....	8
9.6. Bilan des émissions de gaz à effet de serre.....	9
9.7. Confidentialité et secret des affaires.....	9
9.8. Conflit d'intérêt.....	10
9.9. Dispositions spéciales relatives à l'IMPI.....	10
9.10. Clauses de réexamen.....	11
9.11. Constatation de l'exécution des prestations et admission.....	11
9.11.1. Contrôle.....	11
9.11.2. Opérations de vérification.....	11
9.11.3. Décision après vérifications.....	11
9.12. Garanties.....	11
9.13. Primes.....	11
9.14. Pénalités.....	11
9.14.1. Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	12
9.14.2. Plafonnement des pénalités.....	12
9.14.3. Seuil d'exonération des pénalités.....	12

10. RÉGIME FINANCIER.....	12
10.1. Forme et contenu des prix.....	12
10.2. Variation des prix.....	13
10.3. Avances.....	13
10.4. Modalités financières.....	14
10.4.1. Répartition des paiements.....	14
10.4.2. Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s).....	14
10.4.3. Intérêts moratoires.....	14
10.5. Modalités de facturation.....	14
10.5.1. Mentions obligatoires.....	15
10.5.2. Taux de TVA.....	16
10.5.3. Frais particuliers.....	16
10.5.4. Monnaie.....	16
10.5.5. Transmission des factures.....	16
10.6. Circonstances imprévisibles.....	17
11. DISPOSITIONS DIVERSES.....	18
11.1. Échanges dématérialisés.....	18
11.2. Langue.....	18
11.3. Assurances.....	19
11.4. Autres obligations administratives.....	19
11.5. Résiliation.....	20
11.6. Exécution aux frais et risques du titulaire.....	20
11.7. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	21
11.8. Différends.....	23
11.9. Litiges et contentieux.....	24
12. CLAUSES TECHNIQUES.....	24
12.1. CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES MINIMALES.....	24
12.2. DONNÉES TECHNIQUES MINIMALES.....	24
12.3. FORMATION D'UN TECHNICIEN FRANCOPHONE.....	27
12.4. PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE.....	27
12.5. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES.....	27
13. Dérogations.....	28

1. IDENTIFICATION

Pouvoir adjudicateur	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Ministère de la Transition Écologique (MTE) Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer (DTAM)
Adresse du pouvoir adjudicateur	DTAM Boulevard Constant Colmay BP 4217 97500 Saint-Pierre
Personne représentant le pouvoir adjudicateur	Madame Patricia BOURGEOIS Directrice
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R2191-59 à R2191-62 du Code de la commande publique	Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer (DTAM) Service routes, constructions, bâtiments (SRCB) Unité Parc et Mines
Courriels	upm.srcb.dtam-975@equipement-agriculture.gouv.fr

2. OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet :

La fourniture et la livraison d'une niveleuse au parc et mines de la DTAM à Saint-Pierre, selon les caractéristiques techniques minimales précisées ci-après (article 13), y compris les taxes, frais de transport, et toutes sujétions.

Le marché est un marché de Fournitures .

Code(s) CPV de la consultation : 43221000-8 niveleuses automotrices

3. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti. La nature des prestations ne permet pas l'allotissement.

4. FORME DU MARCHÉ

Appel d'offres ouvert défini aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.
Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.1. Prestations supplémentaires

Les candidats peuvent chiffrer les seules prestations supplémentaires de l'article 12-5 du présent CCATP.

5. ÉTENDUE DU MARCHÉ

Sans objet

6. DURÉE DU MARCHÉ

6.1. Cadre général

Le marché est conclu pour une durée plafond de 12 mois.

Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement et ne peut excéder la durée plafond.

La durée du marché court à compter de sa date de notification.

6.2. Reconduction du marché

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

6.3. Fractionnement des prestations

Sans objet

7. LIEU D'EXÉCUTION

Saint Pierre et Miquelon

8. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ou ATTRI1) et ses éventuelles annexes (devis)
- le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) et ses éventuelles annexes
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- l'offre technique.

9. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

9.1. Représentation des parties

9.1.1. Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

9.1.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

9.2. Conditions d'exécution

9.2.1. Délais d'exécution

Le délai d'exécution est fixé par le titulaire dans l'**article B5** de l'acte d'engagement

Le délai proposé par le candidat ne doit pas être supérieur au délai plafond de 12 mois.

Le point de départ du délai d'exécution est la notification du marché, tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement (ou ATTRI1).

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

9.2.2. Les exigences relatives aux prestations

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le co-traitant exécute les tâches essentielles suivantes :

- s'assurer du bon fonctionnement du matériel,
- assurer, à ses frais, la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le titulaire :

- s'assurer du bon fonctionnement du matériel,
- assurer, à ses frais, la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement .

9.3. Obligations du titulaire

9.3.1. Obligation de conseil

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché.

9.3.2. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.3.3. Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

9.3.4. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

9.4. Clauses sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

9.5. Clauses environnementales

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

L'acheteur se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement...). La reprogrammation de la date de livraison peut déroger aux délais de livraison inscrits au marché, sous réserve de la validation expresse de l'acheteur.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le véhicule doit répondre aux normes anti-pollution en vigueur

9.6. Bilan des émissions de gaz à effet de serre

Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes, présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article L.229-25 du Code de l'environnement. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par

l'acheteur, ce dernier se réserve le droit d'exclure le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) de la procédure.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page.

Toutefois, les titulaires (et les sous-traitants) lorsqu'ils transmettent les informations relatives au plan de transition, peuvent renvoyer vers la section de leur rapport de gestion ou de leur rapport sur la gestion du groupe prévue aux articles L. 232-6-3 et L. 233-28-4 du Code de commerce, selon le cas, sous réserve que ce plan soit facilement identifiable et comprenne les descriptions mentionnées à l'alinéa précédent spécifiques aux activités exercées sur le territoire national.

9.7. Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

9.8. Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

9.9. Dispositions spéciales relatives à l'IMPI

Le présent marché est concerné par une mesure de sanction relevant de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux (IMPI), créé par le règlement (UE) 2022/1031 du Parlement européen et du Conseil du 23 juin 2022.

En application de l'article 8 dudit règlement, l'acheteur s'assure, tout au long de l'exécution du présent marché de fournitures, que les biens ou les services fournis et originaires du pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI ne représentent pas plus de 50 % de la valeur totale du marché.

Pour ce faire, tout au long du marché et en référence aux obligations précisées ci-dessus, le titulaire est tenu de fournir toute preuve adéquate permettant à l'acheteur d'apprécier l'origine des fournitures.

Pour ce faire, et en application de l'article 2 du Règlement visé ci-dessus, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur :

- les documents attestant quels biens sont originaires de l'Union et quels bien sont originaires d'un pays tiers ;
- une description des procédés de fabrication, y compris échantillons, descriptions ou photographies, des biens fournis ;
- un extrait de registres pertinents ou d'états financiers pour l'origine des services, y compris un numéro d'identification à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Le titulaire est tenu de fournir ces documents autant de fois que l'acheteur en fait la demande.

9.10. Clauses de réexamen

Par dérogation à l'article 25 du CCAG de référence, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

9.11. Constatation de l'exécution des prestations et admission

9.11.1. Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

9.11.2. Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

9.11.3. Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la refaction ou le rejet des prestations.

9.12. Garanties

Le véhicule est garanti pièces et main-d'œuvre, intervention sur site ou retour en usine, contre tout défaut de matière ou vice de fabrication, pendant 1 an minimum à compter de la date de constat d'aptitude.

Pendant cette période, le titulaire assurera à ses frais, la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

9.13. Primes

Sans objet.

9.14. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les autres pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Principe du contradictoire Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG de référence, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

9.14.1. Pénalités liées à l'exécution des prestations

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.14.2. Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG de référence, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné. Le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

9.14.3. Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

10. RÉGIME FINANCIER

10.1. Forme et contenu des prix

Le prix forfaitaire est détaillé dans un devis annexé à l'acte d'engagement .

Les prestations supplémentaires font l'objet de devis séparés.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;

- la fourniture des catalogues des tarifs sous le format défini en commun avec l'acheteur ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-FCS.

10.2. Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement (ATTR11). Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m0)

Prix fermes :

Les prix des prestations ne font pas l'objet de variation de prix.

10.3. Avances

Sous réserve des conditions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le taux de l'avance est fixé à 30 %, elle est calculée, en fonction de la durée du marché dans les conditions définies à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire peut refuser le bénéfice de l'avance à l'article B4 de l'acte d'engagement.

10.4. Modalités financières

10.4.1. Répartition des paiements

Les prestations font l'objet d'un règlement unique et définitif sur présentation du service fait par l'acheteur.

10.4.2. Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

10.4.3. Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **(30 jours maximum)** pour l'État et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.5. Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

10.5.1. Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La référence et l'objet du marché ;
- La référence de l'engagement juridique Chorus correspondant à la commande ;
- Le code SIRET de l'Etat : 13001421000012
- Le code d'identification du Service Exécutant (code SE) qui traite les factures : PRFPLTF975
- Une description sommaire des prestations effectuées ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- Le prix unitaire des prestations
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération. Le montant de l'avance éventuellement versée ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, la répartition du montant entre les co-traitants et les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Sans ces renseignements, la facture n'est pas traitée et est automatiquement retournée au titulaire par le service facturier.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévu à l'article L .2192-13 du code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Conformément à l'article D.2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

Un double des factures doit être transmis au bureau en charge de l'exécution du marché.

10.5.2. Taux de TVA

La TVA ne s'applique pas à Saint-Pierre et Miquelon.

10.5.3. Frais particuliers

Les éventuels frais de douane et d'octroi de mer sont à la charge du titulaire.

10.5.4. Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10.5.5. Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique,
- du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation,
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de, soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro, par exemple, le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

10.6. Circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un acte modificatif signé par les deux parties.

La durée de cet acte modificatif est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'acte modificatif.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

11. DISPOSITIONS DIVERSES

11.1. Échanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent via le profil d'acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché

11.2. Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

11.3. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.4. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Les soumissionnaires soumis à l'article L.229-25 du Code de l'environnement, **personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes**, présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article susvisé. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, ce dernier se réserve le droit d'exclure le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) de la procédure.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

11.5. Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

11.6. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

11.7. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution. **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 46.2 CCAG FCS), et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Échanges dématérialisés »).

11.8. Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux

marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

11.9. Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif de :

Tribunal administratif de Saint-Pierre et Miquelon

Place Lieutenant Colonel Pigeaud

97500 SAINT PIERRE

Téléphone : 0508 41 10 30 Télécopieur : 0508 41 27 12

Courriel : courrier@spm975.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <https://saint-pierre-et-miquelon.tribunal-administratif.fr>

Les tribunaux de grande instance compétents pour connaître des actions en matière de propriété

intellectuelle sont désignés par le Code de l'organisation judiciaire.

12. CLAUSES TECHNIQUES

12.1. CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES MINIMALES

Le présent marché comprend la fourniture et la livraison au parc et mines de la DTAM de Saint-Pierre et Miquelon d'une niveleuse neuve selon les caractéristiques minimales précisées ci-après y compris les taxes, frais de transport et toutes sujétions.

12.2. DONNÉES TECHNIQUES MINIMALES

ORGANE	CARACTÉRISTIQUES MINIMALES DEMANDÉES
Genre	- Niveleuse
Type	- 6 roues motrices ou AWD - Articulée
Carrosserie	- Travaux publics et industriels
Dimensions de la machine	- Poids en ordre de marche 15 700 Kg - Longueur totale 8 850mm - Empattement 6 150mm - Longueur entre l'essieu avant et le bouclier (Base de la lame) 2 550mm - Hauteur au sommet de la cabine pleine hauteur 3 350mm

Moteur	<ul style="list-style-type: none"> - Puissance minimum 210HP - Norme Tier 4 / EU StageV - Carburant diesel et système d'injection - Réchauffe moteur
Boîte à vitesses transmission/différentiel	<ul style="list-style-type: none"> - Powershift ou autoshift - Blocage/déblocage du différentiel
Cercle et bouclier	<ul style="list-style-type: none"> - Largeur de la lame centrale(longueur de la base) 3,66m - Hauteur de la lame 580mm <p>Fonctionnement/orientation du mécanisme cercle de la tourelle, de la lame ou des accessoires par joystick sur accoudoirs, rotation sur 360°, par moteur hydraulique et engrenage à vis sans fin.</p>
Cabine	<p>Cabine complète fermée, isolée, cadre ROPS/FOPS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insonorisée -Système de chauffage/ventilation/climatisation/pressurisation de la cabine. - Rétroviseurs extérieurs dégivrants droit et gauche - Rétroviseurs d'accostage droit et gauche - Rétroviseurs intérieurs (2) - Radio cd, ou équipé d'une prise USB - Emplacement et prise 12volts pour l'installation d'un radio de communication - Siège en tissus à suspension pneumatique, chauffant, équipé d'accoudoirs réglables, appuie tête - Ceinture de sécurité rétractable - Essuie-glace intermittent avant et arrière + lave glace - Essuie-glace en partie basse de la vitre avant droit et gauche + lave glace - Visière (pare-soleil) - Vitre latérale droite/gauche à ouverture par glissière - Ensemble de jauges : pressions; températures; niveaux, alarmes visuelles et auditives - Console centrale de direction ajustable - Dégivrage vitre arrière électrique - Compteur d'entretien - Éclairage de courtoisie intérieur cabine
Pneumatiques et jantes	Roues 14.00R24 radiaux (Michelin XGLA2 ou équivalent)
Roue de secours	1 roue de secours avant et 1 roue de secours arrière dotées de pneus (Michelin XGLA2) 14.00R24 (dans le cas où les jantes ne seraient pas identiques)
Freins	<ul style="list-style-type: none"> - Freins hydrauliques à multiples disques à commande au pied, système indépendant agissant sur les 4 roues du tandem - Freins de stationnement
Système électrique	<ul style="list-style-type: none"> - Alternateur à usage intensif 24 volts - Nombre de batteries 2, 1100 CCA mini - Puissance alternateur 130 Amps mini - Feux de travail avant et arrière, feux de positionnement de la lame centrale - Rampe de feux additionnels à l'avant du timon commandé depuis la cabine

	<ul style="list-style-type: none"> - Feux de positionnement/code/route/indicateurs de direction/freins - La niveleuse sera équipée de phare à LED
Équipements complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> - Pré-équipée en hydraulique pour équipements frontaux, Harnais de liaison (MG-100/107 OU MG-100UNI) entre le support frontal d'origine pour lame à neige en V (CRAIG exemple) : montée/descente et orientation - Circuits additionnels pour équipements optionnels
Couleur	Jaune
Articulation châssis	<ul style="list-style-type: none"> - Articulation commandée depuis le poste de pilotage avec angle d'orientation et bouton de remise en position centrale automatique
Réservoir à carburant Réservoir fluide d'échappement diesel (DPF)	Contenance > 350 litres Contenance > 12,5 litres
Accessoires complémentaires	Garde-boue avant et arrière
Défonceuse/scarificateur arrière	<ul style="list-style-type: none"> - Largeur de coupe 2,12m - Défonceuse nombre de dents 3/5 - Scarificateur nombre de dents max 9
Signalisation	<ul style="list-style-type: none"> - Conforme au code de la route, - Feux à éclats (Barre de feux à DEL de deux couleurs, BLEU et ORANGE), montés sur supports - Triangle de signalisation AK5 3R2 - Avertisseur de marche arrière - Extincteur
Documentations techniques	<u>Support technique:</u> format papier ou CD (en français de préférence) <ul style="list-style-type: none"> - Catalogue de pièces détachées avec vues éclatées et références - Manuel de l'utilisateur - Schéma électrique - Schéma hydraulique - Manuel de conduite, d'entretien et de réparation - Accès internet sur site du constructeur (login et MDP)
Test des équipements	Le fournisseur doit s'assurer de la compatibilité et du bon fonctionnement de la machine et de ses accessoires
Appareil de diagnostic Logiciel d'exploitation associé	La prestation comprend : <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture de l'appareil de diagnostic propre à la niveleuse avec le manuel d'utilisation. - La fourniture du logiciel associé à l'appareil de diagnostic qui permettra : <ul style="list-style-type: none"> • Rechercher les pannes (accès à la procédure détaillée de détection des pannes) • Contrôler les niveaux d'entretien • Afficher et modifier les données de configuration de la machine
Documentation technique	<u>Support technique:</u> format papier ou CD (en français de préférence) <ul style="list-style-type: none"> - La fiche technique du logiciel et de l'appareil de diagnostic

12.3. FORMATION D'UN TECHNICIEN FRANCOPHONE

La prestation comprend :

- - La venue d'un technicien francophone pour :
 - La mise en service de la niveleuse.
 - La formation sur la maintenance de la niveleuse.
 - la formation sur l'utilisation de l'appareil de diagnostic et sur le logiciel associé à l'appareil.

Le candidat détaille le contenu et la durée de la formation dans son offre technique. La formation est obligatoirement effectuée à Saint-Pierre

12.4. PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE

Les conditions de garanties des prestations seront les suivantes : La niveleuse est garantie pièces et main-d'œuvre, intervention sur site ou retour en usine, contre tout défaut de matière ou vice de fabrication, pendant 1 an minimum à compter de la date de constat d'aptitude. Pendant cette période, le titulaire assure à ses frais, la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses.

12.5. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Chacune de ces deux prestations supplémentaires font l'objet d'un devis séparé des prestations prévues aux articles 12-1.2 à 12-1.4

PSE 1	- Pelle à neige complète en V de 12 pieds avec coupleur rapide et déflecteur en caoutchouc
PSE 2	- La prestation comprend la fourniture de 2 jantes supplémentaires avant et 4 arrières identiques à celles de la niveleuse, équipées de pneus hiver 14.00R24 radiaux

13. Dérogations

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCTAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaires
9.10	25	
9-14	14.1.1	
9-14-d	14.1.2	
9-14-e	14.1.3	